

## Réponse EFET TF France à la consultation publique de la CRE sur les principes de calcul du coût évité par l'obligation d'achat en métropole

L'EFET TF France répond à cette consultation publique en tant que l'évolution que la CRE propose sur les principes de calcul du coût évité par l'obligation d'achat en métropole affecte le marché de gros en France.

Bien conçue, cette évolution peut entraîner l'apparition sur le marché à terme d'un volume d'énergie primaire supplémentaire, ce qui encourage la liquidité du marché de gros et la confiance dans les prix de l'électricité en France. En effet, plus le marché est liquide, plus l'équilibre offre-demande sera solide, et donc plus les niveaux de prix seront fiables. Ainsi, le marché de gros se développe positivement pour le bénéfice de tous les agents qui y participent (consommateurs, producteurs et traders).

Nous ne rentrerons pas dans les questions spécifiques sur la saisonnabilité des volumes puisque cela ne va pas affecter les marchés de façon aussi déterminante que la méthode de calcul finalement adoptée. En tout cas, l'EFET défend que la référence des prix de l'électricité à tous les niveaux doit toujours être le prix du marché de gros et, notamment, les prix du marché à terme comme meilleure estimation du prix spot.

**Question 1 :** Que pensez-vous de l'opportunité de changer la méthode d'évaluation des coûts évités hors ZNI en se fondant sur des prix à terme plutôt que des prix *day-ahead* ?

L'EFET TF France accueille favorablement le changement qui *a priori* aura un effet positif sur le marché de gros. Le fait de changer d'un calcul du coût évité basé sur les prix du *day-ahead* à un calcul basé sur les prix du marché à terme peut encourager la liquidité et améliorer la confiance dans les marchés.

**Question 2 :** Dans l'hypothèse où la méthode serait modifiée, que pensez-vous de conserver la méthode de calcul du coût évité en vigueur pour les installations bénéficiant d'un contrat présentant une différenciation temporelle ?

-

**Question 3 :** Avez-vous des observations à formuler sur le découpage de l'énergie produite de façon quasi certaine ?

-

**Question 4 :** Avez-vous des observations à formuler sur les valeurs des coefficients de puissance quasi certaine envisagées ?

-

**Question 5 :** Les références de marché proposées vous paraissent-elle pertinentes ?

Oui, la référence de prix d'électricité doit toujours être le marché. Dans ce cadre, les produits à terme sont une référence plus significative que le *day-ahead*, et donc permettent d'établir une stratégie de couverture pertinente en ayant un effet positif sur le développement du marché.

**Question 6 :** Quels ajustements proposeriez-vous et pour quel profil de production ?

-

**Question 7 :** Que pensez-vous de l'échéance de mise en œuvre envisagée ?

Nous considérons que les délais de mise en œuvre doivent être aussi courts que possible. En tout cas, les échéances proposées nous semblent raisonnables.

Comme nous considérons le moyen des enchères périodiques comme une des meilleures manières de canaliser les ventes d'énergie sur le marché de gros de façon compétitive, transparente et non-discriminatoire (voir aussi question 10) nous proposons d'intégrer également les dates précises pour ces enchères périodiques (une date fixe pour chaque période) dans l'échéance de mise en œuvre. Cela permettrait aux agents du marché d'inclure les volumes aux enchères et de préparer les procédures internes afin d'en participer aussi tôt que possible dans leurs plannings.

**Question 8 :** Pensez-vous qu'il serait pertinent d'appliquer cette méthode aux entreprises locales de distribution qui s'approvisionnent en partie sur le marché ou qu'il serait préférable de prévoir une dérogation pour ce qui les concerne ?

En principe, il ne devrait pas y avoir de différenciation entre les ELDs et EdF ; or cela dépendra du coût de mise en marche d'un nouveau système efficace de couverture des ELDs par rapport au bénéfice obtenu grâce à la meilleure estimation du coût évité. Il faudrait alors étudier ce rapport.

**Question 9 :** Avez-vous des observations à formuler sur les principes de calcul proposés ?

L'indexation à une moyenne des prix de clôture journalière d'un produit à terme est une bonne évolution par rapport aux références journalières utilisées jusqu'à présent. Mais ce n'est pas obligatoirement la meilleure référence pour calculer les coûts évités par rapport à la couverture réelle qu'EdF ou les ELDs auront besoin de réaliser. Une référence plus évoluée pour éliminer le risque des ELDs et EdF est exposée dans la réponse à la question 10. Il s'agit de revendre les achats obligatoires d'énergie au travers d'enchères périodiques dont le prix établi est la référence long-terme à prendre pour calculer les coûts évités.

**Question 10 :** Quel serait, selon vous, l'impact de ce changement de référence de prix de marché pour le calcul du coût évité, sur l'activité des marchés de gros ?

Les prix du marché de gros sont la référence du coût marginal de l'électricité. Et les prix des produits à terme sont toujours le meilleur moyen afin de couvrir le risque de la volatilité des prix (voir aussi question 5).

L'évolution proposée à une référence de prix à terme cherche à diminuer l'écart entre la prévision du coût évité et le coût évité définitif. Les agents ayant l'obligation d'achat seront donc incités à réaliser leurs ventes dans le marché à terme afin de diminuer leur exposition au risque d'une différence entre le coût évité reconnu et les coûts de l'achat obligé combiné avec le remplacement postérieur de cette énergie. Ainsi, de façon naturelle, il devrait apparaître un volume d'énergie très important (30-35 TWh) dans le marché à terme, ce qui, en augmentant les volumes d'énergie à échanger dans le marché, va favoriser la liquidité ainsi que la confiance des prix dans le marché de gros.

Une des meilleures manières de canaliser ces ventes d'énergie sur le marché de gros de façon compétitive, transparente et non discriminatoire est de le faire au travers d'enchères périodiques de vente où sont mis en concurrence les agents qualifiés. Nous nous référons par exemple à un mécanisme similaire à celui mis en place par les gestionnaires du réseau, RTE d'un côté et ERDF de l'autre, pour l'achat des pertes des réseaux de transport et distribution d'électricité. L'expérience consolidée dans l'organisation d'enchères par ces deux acteurs et le succès des mêmes (121 appels d'offres en 2007, 37 TWh d'énergie engagée, et les ventes non concentrées<sup>1</sup>) sont une garantie du succès de la nouvelle initiative que nous proposons pour rapporter sur le marché les volumes d'énergie primaire provenant de l'achat obligatoire en métropole.

Dans le cas de mise en place d'enchères périodiques de vente d'électricité il semble cohérent de prendre comme référence de prix pour le calcul des coûts évités le résultat de ces enchères qui, dans un fonctionnement compétitif normal du mécanisme d'enchères, reflétera fidèlement les prix du marché à terme. Ainsi, les agents vendeurs ne verront plus de risque dans le calcul des coûts évités puisque le prix utilisé pour le calcul sera le même auquel les couvertures de leur position auront été réalisées.

En tout cas, l'organisation périodique d'enchères compétitives de produits à terme pendant une période suffisamment étalée dans le temps assurera que le prix moyen de fermeture de ces enchères pour un certain produit à terme sera très similaire à la moyenne proposée des prix de clôture journalière de ce même produit à terme.

**Question 11 :** Ce changement de référence vous semblerait-il bénéfique pour le développement des marchés à terme (liquidité, formation des prix, etc.) ?

Le changement est bénéfique en tant qu'il entraîne l'apparition d'un volume d'énergie primaire sur le marché à terme. Plus il y a de volume négocié, plus le marché devient liquide. En outre, plus le marché est liquide, plus l'équilibre offre-demande sera solide, et donc plus les niveaux de prix seront fiables. Ainsi, comme déjà mentionné, le marché de gros évoluera positivement pour le bénéfice de tous les agents qui y participent (consommateurs, producteurs et traders).

**Question 12 :** Globalement, quelle est votre appréciation sur les principes envisagés de calcul du coût évité par l'obligation d'achat, décrits dans les paragraphes qui précèdent ?

**Question 13 :** Outre la prévisibilité que ce mode de calcul apporte aux charges liées à l'obligation d'achat, voyez-vous d'autres effets de ces nouveaux principes sur la CSPE ?

**Question 14 :** Si vous avez d'autres remarques, merci de les indiquer.

---

<sup>1</sup> Cf. Rapport de Surveillance de la CRE- Le fonctionnement des marchés de gros français de l'électricité et du gaz naturel en 2007